CORRESPONDANCE ROMAINE

Février 1915.

LE Souverain-Pontife, comme chef suprême de l'Eglise et pasteur de tous les fidèles, doit évidemment les confondre tous dans une charité commune ? Pour lui, il n'y a pas de belligérants, il n'y a que des chrétiens, et comme il le dit fort justement, tous sont ses fils qu'il hérite au même degré. Cela étant, il doit non pas insister sur ce qui peut les diviser, mais au contraire appuyer sur ce qui peut les unir. Ces considérations dérivent d'une façon si claire de la mission du chef de l'Eglise, qu'il faut s'étonner de voir que le pape Benoît XV ait été obligé de les rappeler dans son allocution consistoriale du 22 janvier. Et cependant ce rappel aux principes primordiaux de l'Eglise, à la mission de charité du Christ et de son vicaire, était nécessaire parce que tout cela était, soit méconnu, soit mal compris. Chaque nation estime les événements à son point de vue personnel, et juge les autres suivant ce qu'ils font pour ou contre ses intérêts. Les Français, par exemple, ne peuvent pas comprendre que le pape ne les appuie point directement. Ils voudraient que le pape déclarât la guerre que leur fait l'Allemagne une guerre injuste, et cela avec toutes les conséquences qu'entraîne, au point de vue de la justice catholique, la déclaration de cette illégitimité. Si une nation peut affirmer que la guerre qu'on lui fait est injuste, c'est à coup sûr la Belgique, et cependant, bien que l'évidence ici s'impose, le pape n'a pas cru devoir le déclarer officiellement. Et il a de bonnes raisons d'agir ainsi. La première est que personne, pas même la Belgique, ne lui a soumis officiellement le cas théologique, qui relève aussi du droit naturel. Quand le soleil éclaire, il n'est point nécessaire que le magistrat d'une ville le déclare officiellement à ses administrés. Mais dans cette allocution consistoriale, le pape a parlé en termes